

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Jeudi à Libreville SOMMET DE L'OUA

C'est dans une atmosphère assez difficile que va s'ouvrir jeudi, à Libreville, le prochain sommet de l'Organisation de l'unité africaine. Un certain nombre

de problèmes, dans lesquels on retrouve à chaque fois le doigt de l'impérialisme et particulièrement de l'URSS, continuent en effet à diviser des pays africains.

Ainsi, le Bénin, qui se rapproche au Gabon d'avoir trempé dans une tentative de coup d'État contre son gouvernement, refuse de se rendre à Libreville. Le problème de la reconnaissance par l'OUA du Front Polisario risque, de par l'opposition du Maroc et de la Mauritanie, de ne pas aboutir. Quant à la corne de l'Afrique, les graves difficultés qui existent entre l'Éthiopie et ses voisins, la Somalie et le Soudan, difficiles très vivement attisées par Moscou, rendent la situation explosive.

De plus, sans que le problème soit directement abordé, la participation de l'Angola à la récente agression contre le Zaïre, ne devrait pas non plus contribuer à détendre l'atmosphère.

Tout, cependant dans cette réunion, ne se présente pas en noir. D'une part, la volonté de tous les pays d'Afrique de préserver l'unité de l'OUA apparaît comme grande. D'autre part, face aux points de divergences, les points d'accord sont loin d'être négligeables.

Un accord devrait se faire sans problème pour renouveler le soutien sans réserve à la lutte du peuple palestinien.

De même le «Front patriotique» du Zimbabwe, organisation regroupant la Zanu et la Zapu, devrait être officiellement reconnu par l'OUA.

Libreville sera également un important sommet économique. Après l'échec relatif de la conférence Nord-Sud, la nécessité pour l'Afrique de se présenter unie dans toutes les négociations avec les pays impérialistes n'échappe à personne.

Ce sommet de l'OUA est un des plus importants de ces dernières années, dans la mesure où, dans tous les domaines, il appartient aux pays d'Afrique de réaffirmer leur solidarité face au colonialisme, à l'impérialisme et à l'hégémonisme.

LE POUVOIR MENACE LES CHOMEURS

Beullac, ministre du chômage, ose prétendre que 20 à 30 % des travailleurs inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) «ne sont pas de réels demandeurs d'emploi». Voici une déclaration lourde de menaces quand on sait tous les efforts qu'il a déjà déployés pour faire radier des listes le maximum de chômeurs.

Plusieurs des mesures annoncées à grand renfort de

publicité à l'issue du conseil des ministres concernent en outre la «mobilité de l'emploi» : extension de l'allocation de transport et de déménagement, des indemnités de double résidence, de la prime de mobilité de 4 700 F accordée aux jeunes...

Le gouvernement veut forcer les chômeurs à se déplacer au gré des capitalistes et à accepter des emplois

sous-payés pour répondre au besoin de profit maximum. Pour «diminuer» le chômage, il a aussi trouvé un moyen radical : se débarrasser des chômeurs en les envoyant à l'étranger. C'est dans ce but qu'il voudrait proposer aux jeunes de toucher une prime de déplacement s'ils vont y chercher du travail. C'est pour cela également qu'il a pris des mesures baptisées «aide au retour» à



Editorial

Le bilan du plan Barre

Cela va faire bientôt un an que Barre a remplacé Chirac à la tête du gouvernement. De plan d'austérité en plan d'austérité, invoqués comme une nécessité par le gouvernement de l'État des monopoles, la hausse des prix et le chômage n'ont jamais connu une telle amplitude. Tel est en fait le bilan de celui qui était alors présenté comme le «professeur», le «spécialiste des questions économiques», l'homme providentiel qui allait «sauver la France».

Ce n'est pas en remplaçant un gestionnaire capitaliste par un autre gestionnaire capitaliste qu'un quelconque changement peut être apporté dans l'intérêt des travailleurs.

Encore une fois, l'indice des prix officiel (qui minimise toujours les chiffres) indiquerait une hausse générale des prix de 1 % pour le mois de mai (mars 0,9 % et avril 1,3 %). Barre, tout de suite, fait le coq parce qu'il est moins élevé que celui d'avril !

Mais ce qui est encore plus significatif, ce sont les hausses qui touchent les besoins les plus vitaux pour les travailleurs : les prix alimentaires augmentent à un rythme annuel de 16,5 % (alors que les salaires sont bloqués à 6,5, % !). Pire encore, pour les fruits et légumes, le rythme de hausse annuelle — calculé sur les 3 derniers mois — serait de 27,7 % !

Interrogé sur les prochaines élections législatives, Barre a déclaré : «On ne fait pas les élections sans se référer au gouvernement car ce qui intéresse le pays, ce n'est pas ce que dit telle ou telle formation politique, c'est la politique du gouvernement». On voit, en effet, quel est le «brillant» résultat de la politique capitaliste.

Jeudi 23, le conseil des ministres était consacré à l'inflation. Barre a déclaré que, de toute façon, il n'y aurait pas de «changement de cap» dans la politique économique du gouvernement ! De la cinquantaine de réformettes annoncées par ce «con-

seil» pour soi-disant lutter contre l'inflation, il n'y a évidemment rien de bon à en attendre. Il s'agit pour les monopoles de préserver à tout prix leurs profits et, par des mesures illusives du point de vue économique, faire patienter jusqu'aux législatives.

Certaines de ces mesures, par rapport à l'emploi (voir article ci-dessus), sont particulièrement scélérates.

Le bilan du plan Barre c'est également le développement du racisme à grande vitesse. Les assassins de travailleurs immigrés sont mis quelques mois à l'ombre et libérés ; ils ne prendront pas plus que pour un délit mineur.

Jouissant d'une telle impunité, les bandes fascistes et racistes font ce que la bourgeoisie ne veut pas faire au grand jour. Quant aux bandes armées légales (la police), elles s'acharnent de plus en plus sur les travailleurs en grève. Enfin bref, le bilan du plan Barre est à l'image du régime capitaliste. Les travailleurs n'en veulent pas, c'est pourquoi ils se battent tous les jours pour défendre leurs droits chèrement acquis, qu'ils font grève massivement pour faire sauter le verrou du plan Barre sur les salaires, à l'image de la grève exemplaire des nettoyeurs du métro.

Chaque travailleur est à même de voir les sacrifices que demande l'organisation de la lutte, que c'est seulement si celle-ci est sur une orientation correcte et avec une bonne organisation que l'on peut vaincre ; que chaque élection qui passe est un miroir aux alouettes ; les élections sans lutte c'est comme une tête sans corps.

Pour faire échec au plan Barre, c'est à ses fondements politique et économique qu'il faut s'en prendre — c'est le système capitaliste qu'il faut détruire par la force — sinon un plan en remplace un autre sans qu'il y ait possibilité de changement.

l'égard des travailleurs immigrés. Une récente circulaire de Métais, directeur de l'Agence pour l'emploi, montre bien la façon dont il compte s'en servir.

Tous les chômeurs concernés auront leur fiche «barrée de rouge» ce qui permettra de repérer ceux qui n'acceptent pas de partir. Il y a fort à parier que les efforts pour les radier des listes seront tout particuliers. Mais ces travailleurs, les jeunes et tous les chômeurs sauront montrer en s'unissant dans la lutte qu'ils s'opposent à ces graves menaces et exigent : DU TRAVAIL POUR TOUS.

Soutenons les nettoyeurs du métro !

Des autocollants viennent d'être imprimés pour faire connaître partout la grève exemplaire de nos camarades immigrés.

On peut passer les prendre dans nos locaux et aux heures habituelles.

Nous appelons avec insistance tous nos lecteurs (parisiens notamment) à organiser le plus large soutien à cette lutte.

Par ailleurs, un appel en arabe et en français paraîtra dans l'édition datée de mercredi.

Les films de Joris Ivens sur la Chine Un succès mondial

La série de 12 films que Joris Ivens et Marceline Loridan ont réalisés sur la Chine est en passe de devenir un succès mondial. Cette série de film intitulée «Comment Yukong déplaça les montagnes» vient d'être traduite en Allemagne et sa diffusion en RFA commence. Une version a été établie en langue anglaise avec la collaboration de Joseph Losey. Une version italienne est en cours. Les films vont faire l'objet d'une diffusion généralisée aux États-Unis.

Le plus important c'est que ces films sont actuellement projetés dans toute la Chine. Ils ont déjà été projetés en présence des cinéastes et des «acteurs» de «La pharmacie», «Une histoire de ballons», «Une femme, une famille», «Une caserne», «L'usine de générateurs».

«La spontanéité du tour-

nage en direct rend les auteurs proches des gens qu'ils filment. Nous découvrons qu'il ne faut jamais se détacher des ouvriers que l'on filme», déclare un cinéaste chinois. Un opérateur de prise de vues commente à Pékin : «Vous laissez parler les faits réels, le commentaire devient inutile. Nos films souffrent d'un excès de commentaires». «C'est notre vie, c'est très proche» précise un ouvrier.

A Paris, les films sont programmés une seconde fois, voilà une preuve du succès rencontré par cette série de films sur la Chine socialiste. Ils vont sortir dans le contexte de la campagne antichinoise qui se déroule actuellement. Il est très important de saisir cette occasion pour réexpliquer la construction du socialisme en Chine. Les films passent au studio Saint-Séverin à Paris.



Joris Ivens et Marceline Loridan tournent «La pharmacie».

INADMISSIBLE! Sardou sur TF 1

On sait que Sardou qui se sentait un peu fatigué après ses shows «mouvmentés» avait annulé ses galas pour réfléchir.

Il a bien réfléchi et il a compris que l'an prochain peut-être, Mitterrand remplacerait Barre et il s'est soudainement découvert des affinités avec la gauche. Bien sûr, il n'a rien changé à ses chansons. Par contre, Krivine et tous les gens de gauche l'ont défendu avec véhémence : «Il a droit de s'exprimer», «C'est pas Goebbels», etc.

Le terrain était prêt pour que la bourgeoisie essaie de le remettre en selle. Il est déjà en bonne place sur les «hit-parades», il va passer samedi à la télévision sur TF1 à l'émission «Numéro 1».

Ce monsieur prépare aussi un film de science-fiction rempli de bagarres, de cascades et de sang. Restons mobilisés pour empêcher tous ses galas qui sont autant d'insultes aux travailleurs.

Traduction de «Rencontre avec un paysan français révolutionnaire»



Arthur

Un livre à faire connaître pour les vacances (29 F chez Pauvert). En vente 70 rue de Belleville (Paris) et à la Forne du Livre (Lyon).

«Rencontre avec un paysan révolutionnaire» : c'est le livre écrit par Suzanne Bernard dans lequel elle donne la parole à Arthur, petit paysan du Vaucluse. Dans ce livre, il raconte sa vie, une vie de lutte qui passe par la résistance avec le PCF, puis par la lutte contre la trahison des dirigeants de ce parti, enfin par le combat dès la première heure avec les marxistes-léninistes.

Ce livre vient d'être traduit en américain par les camarades du Parti communiste (ml) des USA qui lui ont consacré un long article dans «The Call», leur journal central.

Les camarades chinois sont en train de le traduire, eux aussi, pour apprendre le français dans ce livre qui retrace la vie d'un petit paysan communiste.

Qu'est-ce que l'OUA ?

Signée le 25 mai 1963, à Addis-Abeba, en Éthiopie, la charte de l'organisation de l'unité africaine est l'aboutissement de la prise de conscience, par les États africains, de leurs intérêts communs, face au colonialisme et à l'impérialisme.

Cette prise de conscience s'était déjà traduite, dans les années précédentes, par la signature de plusieurs chartes à vocation régionale comme l'UEA, qui regroupait le Ghana, la Guinée et le Mali ou à vocation économique comme l'OAMCE qui devait coordonner les politiques économique et de développement des 25 États membres.

Avec la création de l'OUA, signée dès le début par 32 pays, c'est cependant un pas important dans la lutte pour la libération et l'unité de l'Afrique et du tiers monde tout entier qui est franchi. La charte est aujourd'hui signée par l'ensemble des pays africains indépendants et constitue un texte fondamental pour l'Afrique.

Dès 1963, la charte présente un contenu très nettement anticolonialiste et antiraciste. Les États racistes, comme l'Afrique du Sud ou la Rhodésie, n'y sont pas admis et la lutte pour la décolonisation devient rapidement une de ses grandes activités.

L'OUA ET LA DÉCOLONISATION

Avant la création de l'OUA, dès 1958, existait un regroupement des mouvements de libération luttant pour la décolonisation du continent africain : le mouvement de libération Panafricain de l'Afrique de l'Est, du Centre et du Sud.

Après 1963, c'est à la section décolonisation de l'OUA qu'il revient de soutenir les luttes contre les colonisateurs français, britanniques, espagnols puis portugais.

C'est aujourd'hui le Zimbabwe (Rhodésie), l'Azanie (l'Afrique du Sud) et la Namibie qui sont les principaux points de cette lutte pour la décolonisation. À côté de la section «décolonisation», existe également un organisme spécifique, chargé du soutien et de la coordination des forces anticolonialistes, luttant en Afrique. Le Comité de coordination pour la libération de l'Afrique est appelé également «Comité des 18» car 18 pays y participent. Depuis la Conférence

d'Accra, en 1973, le Comité s'est nettement prononcé pour la nécessité de la lutte armée contre les colonisateurs. Son siège est Dar-el-Salam, capitale de la Tanzanie.

L'ORGANISATION

L'OUA comporte quatre institutions essentielles.

— La Conférence des chefs d'État et de gouvernement, organe essentiel de décision. Elle se réunit au moins une fois par an et peut être convoquée de manière extraordinaire comme ce fut le cas lors de l'invasion cubaine en Angola.

— Le Conseil des ministres, composé des ministres des Affaires étrangères. Il se réunit deux fois par an en session ordinaire.

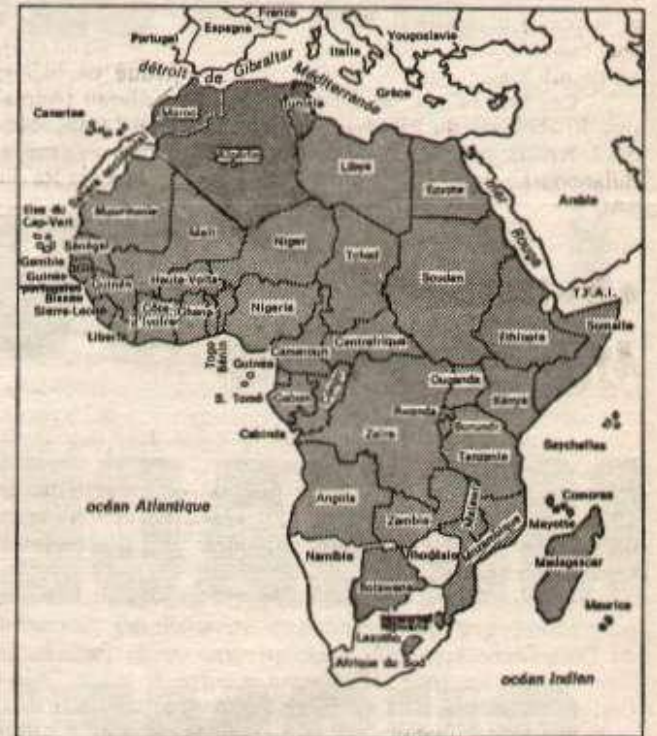
— Le secrétariat général. Le secrétaire général est désigné par la conférence pour une durée de quatre ans. Depuis le sommet de Mogadiscio, en juin 1974, c'est M. Eteki Mboumoua qui occupe le poste. Son rôle est à la fois d'organisation et d'exécution des décisions prises. Il exerce également un rôle de décision, quoi qu'il ne puisse pas se substituer à la conférence des chefs d'États.

— La Commission de médiation, de conciliation et d'arbitrage. Elle a pour mission d'assurer le règlement pacifique des différends entre les États membres, suivant le principe : «Le problèmes des Africains doivent être réglés par les Africains».

Le rôle de cette commission est très important. Que ce soit des problèmes de frontière, d'ethnies ou d'exploitation de richesses, de très nombreuses difficultés, héritages direct du colonialisme, se posent encore entre les pays africains voisins.

Ces points de tension ont toujours été des occasions rêvées pour les colonialistes pour installer leur domination. Autrefois, c'était les Français ou les Anglais qui utilisaient des problèmes existant entre ethnies pour les dresser l'une contre l'autre, affaiblir les deux et finalement les dominer. Aujourd'hui, le principe des oppresseurs n'a pas changé. Le social-impérialisme russe, dans sa volonté de soumettre toute l'Afrique, est passé maître dans l'art d'envenimer et d'exploiter à son profit les différends entre pays voisins du tiers monde partout où il le peut. De toute évidence, l'intérêt de ces nations et de ces peuples n'est pas la guerre entre eux ; tous ces conflits peuvent avoir une solution négociée ; c'est le rôle de la commission d'arbitrage que de faciliter cette solution.

Pour l'année 1976, cette commission peut s'enorgueillir d'un bilan largement positif puisque des problèmes



Carte des États membres de l'OUA. (mars 1976).

ont été réglés ; entre le Sénégal et la Gambie, le Ghana et le Togo, l'Éthiopie et le Kenya. Le Kenya et l'Ouganda, qui avaient eu recours aux armes, il y a deux ans, ont abouti, par son intermédiaire, à la normalisation de leurs relations. D'autres cas pourraient être cités...

Organisation de pays du tiers monde regroupés pour défendre leurs intérêts face à l'impérialisme, l'OUA est en butte aux manœuvres des

superpuissances qui veulent en saboter le fonctionnement. Ce que l'on entend parfois appeler «crise de l'OUA» n'est rien d'autre que les répercussions de ces manœuvres au sein de l'organisation.

Le prochain sommet, qui s'ouvre à Libreville devrait cependant réaffirmer l'unité des pays d'Afrique, et que ce sont les Africains qui doivent régler les problèmes de l'Afrique.

● Azanie

Un étudiant noir a été encore assassiné jeudi matin par la police raciste de Vorster alors qu'il manifestait pour la libération des leaders étudiants africains.

C'est devant le plus important poste de police de Johannesburg que 500 jeunes noirs s'étaient rassemblés aux cris de : «Vorster, relâche nos leaders», et «l'éducation bantoue, c'est l'éducation de l'esclavage».

Au même moment, dans Soweto, plusieurs dizaines de milliers de jeunes se regroupaient formant, d'après la police et les témoins, la plus grosse manifestation jamais vue. C'est là que la police, en treillis et mitraillettes au poing, a chargé. Bilan : un mort et 13 arrestations.

● Italie

Plus de 100 000 personnes sont directement menacées d'intoxication après le déversement dans la rivière Sciviva, affluent du Pô, de 12 tonnes de tétrachlorure de carbone.

Tous les villages de la zone sont ravitaillés depuis mercredi par des citernes d'eau potable, tandis que les opérations de pompage étaient entreprises au plus tôt pour tenter de récupérer la masse du liquide, plus lourd que l'eau, accumulé au fond de la rivière, avant qu'elle ne soit entraînée par le courant. Les effets mal connus de ce produit font redouter notamment l'infiltration des nappes phréatiques et les conséquences sur l'équilibre naturel de la région.

● Inde

Les opérations de stérilisation (vasectomie) ont provoqué la mort de 207 personnes au cours de la campagne anti-nataliste menée par le gouvernement de Indira Gandhi de juillet 1975 à mars 1977, a révélé mercredi devant le parlement le ministre indien de la santé M. Raj Narain.

Le ministre du nouveau gouvernement indien a annoncé d'autre part que 10 568 770 vasectomies avaient été opérées durant cette campagne.



Emblème de l'OUA



Le gang des Lyonnais

De puissants appuis

Ce n'est pas la première fois que l'on entend parler de ce gang. Rappelez-vous l'assassinat du juge Renaud à Lyon. C'était eux. Mais qui ça «eux»? La presse bourgeoise essaie de les présenter comme des truands bien sympathiques. «Eux», ils font partie de ces bandes armées, ces milices parallèles : le SAC. Ils sont connus, mais la «justice» et la police officielle ferment les yeux... sinon cela pourrait leur coûter cher. Le juge Renaud avait voulu en savoir trop - au gré des tueurs - il s'est retrouvé troué de balles. Ces gens-là ont des appuis au plus haut niveau : ministres du RPR ou du PR. Assez d'hypocrisie ! A Lyon, comme à Reims, à Corbeil, à Puteaux, à Hirson dans l'Aisne, à Billancourt... combien de crimes, vols, raptus... au compte du SAC ?

A «gauche»

Marchandages

Georges Marchais a déclaré que «la mise à jour du Programme commun revêt une importance identique à celle qui s'attachait à l'élaboration de ce Programme en 1972». Il a clairement accusé le PS de vouloir «hâter» cette mise à jour tout en laissant entendre qu'il n'accepterait «aucun ultimatum». Il s'est ensuite demandé en toute naïveté quel était le programme que Mitterrand voulait appliquer. «S'agit-il du Programme commun ou du programme du Parti socialiste ?». A son tour, Mitterrand a, bien entendu, rejeté toutes ces accusations et précisé à propos de l'actualisation du Programme commun qu'elle ne pouvait être «le prétexte d'une nouvelle négociation». Autrement dit, il y a un point sur lequel ils sont tous les deux d'accord : marchander au maximum pour être en position de force au sein de l'Union de la gauche.

La peine de mort

Quelle solution ?

Jérôme Carrein a été exécuté jeudi matin à 4 h 30 à la prison de Douai pour avoir assassiné une petite fille. Le CAP (Comité d'action des prisonniers) déclare à ce sujet que «l'exécution de Carrein n'a rien résolu et qu'il se prépare ailleurs d'autres meurtres d'enfants. Car le problème est un problème fondamental de société et de rapports entre les gens qui continue d'être ignoré et que la guillotine ne résoudra pas».

LE BI-MENSUEL No 8 EST PARU

AU SOMMAIRE : Editorial : la violence des exploités - le congrès du PS - Reims : la colère populaire - Manifestations contre Brejnev - Espagne : les causes d'un changement - le Kampuchéa démocratique - la lutte du Pellerin - Alsthom-Saint-Ouen - Le rôle du délégué révolutionnaire - Les vacances - Cinéma - la fête des Sonacotra - Histoire : 1848.

Salle ST BRUNO 8 Bis, Rue P. Lermite. M71a chapelle

قاعة سان برونو شارع لرميت م71ا: الشابل



صباح - المبرين الجوزا - شائق (مواقف) - الكافنة - فرقة الموسيقي - العمل المبريني - المبرين

DEBATS - avec la Kahina - Le Bendir déchiré et - Salek (culte) - La troupe des Mauriciens - Travail théâtral Arabe - Souche du T.A.T. - avec ZAWIYA - HANOU - Les jeunes de BARKAN - PATRICKOCHS - LEZARDS

Affaire Revelli-Beaumont

Une politique : celle de l'argent

C'est le 13 avril que le PDG de Fiat-France a été enlevé par de mystérieux ravisseurs. Depuis lors, toute la presse tend à nous présenter cet enlèvement comme un rapt inspiré par des motifs politiques d'extrême-gauche. La politique a en effet quelque chose à voir dans cette affaire, mais il s'agit de la politique de l'argent.

masses populaires de ce pays. Et alors que les journaux allaient d'exclusivité en exclusivité à peu de frais, survient un nouveau rebondissement : la police arrête Hector Aristy, proche de Revelli-Beaumont, médiateur entre la famille et les ravisseurs. Aristy est maintenant à Fresnes. La police déclare alors qu'elle a des preuves irréfutables contre lui. Et que croyez-vous qui arrive ? Eh bien, ce bras du PDG de Fiat-France serait lui aussi, nous dit-on, un révolutionnaire ! Toutefois, la presse est alors obligée de se faire plus discrète car c'est plus difficile à faire avaler... Certains journaux comme «Le Point» se mettent même à titrer : «La politique sert de paravent». Toujours est-il que pendant deux mois, on nous a rabattu les oreilles avec les terroristes, les extrémistes, la violence : en un mot, les révolutionnaires et les gangsters c'est pareil ! C'est le genre de campagne mensongère qui est bien utile à la bourgeoisie en crise qui a peur des masses. Quant à nous, nous retiendrons qu'Aristy fait bel et bien partie de cette classe qui ne connaît qu'une seule politique : celle de l'argent.

Deux comités révolutionnaires revendiquent tour à tour l'enlèvement, l'un d'eux se nomme «Comité pour l'unité socialiste révolutionnaire». Le langage plagie le langage marxiste-léniniste : ce comité monté de toutes pièces agirait «au nom de la classe ouvrière européenne, des peuples du tiers monde et de tous les exploités de la terre».

Personne toutefois n'est capable de dire à quel pays, à quel groupe se rattache ce comité. Et pour cause... On parle dans le vide de l'Italie, puisque Fiat est en Italie et on en profite pour dénigrer la lutte des masses étudiantes italiennes. On parle d'Argentine, puisqu'un enlèvement y a déjà eu lieu et on en profite pour dénaturer la lutte des

Un drôle de révolutionnaire

Aristy fut ministre de St-Domingue sous le gouvernement Caamaño en 1965, qui résista au débarquement de 45 000 marines américains venus renverser le nouveau pouvoir. Il accompagnait Péron lors de son retour en Argentine en 1972. Conclusion de la presse bourgeoise : c'est un révolutionnaire. C'est l'amalgame rêvé : PDG et gauchiste !

Un secrétaire de mouvement péronniste des Montoneros accuse par contre, dans une interview au «Nouvel Observateur», Aristy d'être lié à des hommes de la CIA. Mais sur ce fait, personne n'insiste beaucoup... Cela expliquerait pourtant bien des choses...

Son nom sera aussi mêlé à une sinistre affaire de meurtre découverte à Bruxelles en 1971. Mais rien ne fut prouvé. L'affaire suivrait, paraît-il son cours...

Enfin, dernier détail, Aristy préside une société dont le siège est au Lichtenstein, Ifatco, qui dissimule une autre société, anonyme celle-là qui se charge de transactions bancaires avec Zurich et Rotterdam.

Halte aux agressions racistes !

Vendredi 17 juin à minuit, rue Montorgueil à Paris, quatre travailleurs immigrés ont été agressés par un commando qui rôdait dans deux voitures. L'un d'eux a été tué d'un coup de carabine.

A Échirolles, dans la banlieue de Grenoble, un chômeur immigré avait déjà eu affaire avec la police pour avoir osé protester, à juste titre, contre des offres d'emploi racistes. Il s'est de nouveau retrouvé chez les flics après une altercation dans cette agence où plusieurs employés sont membres du SAC. De telles affaires se multiplient et il est important de s'opposer à cette vague de racisme suscitée par le pouvoir. Ainsi à Nanterre, un jeune Algérien, pensionnaire au centre de cardiologie infantile, avait été frappé par le directeur du Monoprix qui l'accusait d'avoir volé une montre.

Un comité de soutien s'est constitué «pour dénoncer toute forme de racisme et obtenir justice pour le jeune Abd El Krim».

Il appelle SAMEDI 25 au matin à un rassemblement devant le magasin et au BOY-COTT de celui-ci toute la journée.

Nogent sur Seine - Paluel

2 rassemblements contre l'implantation de centrales nucléaires

Depuis qu'on a commencé à en parler au début 75, la centrale nucléaire prévue en bordure de Seine a bien voyagé, toutes les communes refusant de la recevoir sur leur terrain. EDF décidait d'abord d'installer 4 réacteurs de 1 300 MW à Montereau.

Il se voyait obligé de changer le projet de place une première fois, puis après une manifestation de paysans venus bloquer avec leurs tracteurs le pont de Couceroy une seconde fois. Le site définitif était fixé à Liours, à 6 km de Nogent et le projet ramené à 2 réacteurs. EDF s'efforce maintenant grâce à un bureau d'informations à Nogent de convaincre les habitants.

On connaît les dangers que représente l'implantation de centrales nucléaires : prolifération des lignes à haute tension, réchauffement des eaux, formation de brouillard, nuisances de la radioactivité, sans parler du transport de matériaux radioactifs et du stockage des déchets. C'est pour ces raisons que la population s'est déjà opposée aux divers projets comme à Flamanville, au Pellerin, à Malville, etc.

Les dix millions d'habitants de la région pari-

sienne sont directement menacés par le projet d'implantation d'une centrale nucléaire à 100 km de Paris. Les Parisiens seront donc nombreux à la marche, organisée à Nogent en direction du site de la centrale.

Des cars partiront de toute la région parisienne : Livry-Gargan, Bondy, Nanterre, etc. Il y aura notamment deux points de ramassage importants à Denfert-Rochereau et République à 8 h 15.

A Paluel, situé en bord de mer entre le Havre et la Somme, EDF a déjà commencé depuis un an et demi les travaux de construction de quatre réacteurs de 1 300 mégawatts.

La journée de protestation prévue le 26 à l'appel de nombreux collectifs antinucléaires de la région commencera par un meeting à 10 h à Saint-Valery-en-Caux. Le rassemblement à Paluel se fera en début d'après-midi à 14 h.

PROLONGATION DE L'EXPOSITION DE AYDINLIK

sur la lutte du peuple de Turquie

contre les deux superpuissances (jusqu'au 9 juillet) ouverte de 14 h à 20 h

SAMEDI 25 JUIN à 17 h DIAPOS ET DEBAT

Culture-Diffusion 68, rue de Belleville Paris - 75020



Une motion CFDT condamne l'impérialisme russe

Le Conseil de la section syndicale CFDT du Centre d'Études nucléaires de Saclay (Essonne) a voté la motion suivante :

«A l'occasion de la visite officielle de Brejnev, en France, et de la conférence de Belgrade, la section CFDT du SNPEA affirme son opposition :

- Aux atteintes contre les libertés démocratiques en URSS : arrestations pour opinions politiques, internements psychiatriques, etc.

- A l'occupation militaire de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques depuis 1968.»

Cette motion a été affichée sur les panneaux syndicaux, dans le centre, et envoyée à la confédération.

De Grenoble à Caen

Une belle «justice» !

A Grenoble, après l'attentat à l'explosif qui a provoqué de grands dégâts aux locaux de la CFDT et dont l'origine d'extrême-droite ne fait de doute pour personne, les flics ont gardé à vue... deux responsables départementaux de la CFDT !

C'est un peu gros ! Des explosifs destinés à faire sauter la centrale de Malville auraient été entreposés par leurs soins à la CFDT... d'où l'explosion. Plus un mensonge est gros... les beaux principes de Goebbels sont toujours appliqués.

Dans le même ordre d'idées, 53 travailleurs de Blaupunkt passent en correctionnelle à Caen : ils ont été attaqués par un commando de cadres musclés de cette usine (dont la réputation dans le domaine de la répression n'est plus à faire). C'était lors d'une grève : ces travailleurs (pas tous d'ailleurs) étaient au piquet de grève et ils ont riposté à la violence patronale ! Cette justice a décidément le visage de l'odieux système qu'elle défend : il n'est pas beau !



Parmi les nombreuses luttes en cours, signalons que :
- chez Damifer, à Lorient, qui emploie 140 ouvriers et employés, la grève a été déclenchée le mardi 4 juin pour des augmentations de salaire, la parité avec ceux de Nantes notamment. Les ouvriers bloquent les camions et occupent l'usine.

- grève à la cokerie de Solmer, à Fos-sur-Mer, depuis le 31 mai (pour 200 F pour tous, les classifications, les conditions de travail).

Malgré les pressions de la direction, les ouvriers s'organisent pour une grève de longue durée. Cette lutte de secteur vient après une série d'autres luttes de secteurs victorieuses (écriche, meulage inox, etc).

• Strasbourg

6 heures de soutien aux foyers Sonacotra en lutte

Avec films, débat, diapos
Dimanche 26 juin
de 14 h à 20 h.

Salle sous l'église de la Meinau
Place de l'Île-de-France (Bus No 26)
à l'appel des comités de soutien de Strasbourg
avec la participation
du Comité de Coordination

Les solutions et propositions de la CGT Derrière leur démocratie...

Comme nous l'avons indiqué hier, il n'est pratiquement jamais question, dans le document de la CGT, de lutter, encore moins de mobiliser les travailleurs pour obtenir des revendications.

Il n'est au contraire partout question que d'accords et contrats à négocier, de transformation de diverses organisations et des missions à accomplir par ceux-ci.

Dans tous les cas, les travailleurs ne sont que représentés et ils n'ont qu'à exprimer clairement une volonté «qui soit conforme à leurs intérêts - non pas de façon étroite, mais au sens large et à long terme» (ce qui est «conforme à leurs intérêts» étant on s'en doute déterminé par... les partis de gauche, c'est-à-dire alors le gouvernement !).

Dans tous les cas, il est question d'accroître les pouvoirs de ces organismes ou d'y accroître la représentation syndicale.

C'est la voie par laquelle la fraction de la bourgeoisie que représentent les dirigeants révisionnistes de la CGT et du PCF compte remplacer l'actuel personnel politique de direction de l'économie pour le sien. Comme l'a depuis longtemps expliqué Lénine, c'est en effet la première opération qui traduit le remplacement d'un clan bourgeois par un autre à la tête d'un État capitaliste.

Voyons aujourd'hui le sens du remplacement du rôle des comités d'entreprises voulu par les dirigeants de la CGT.

Les représentants des travailleurs s'y consacreront d'autant plus aux «œuvres sociales» qu'ils auront à y consacrer plus d'argent : 3 % de la masse des salaires, prêts de l'État, etc. plus de matériel, de locaux et de personnel (Le Peuple, page 59) ; devenus eux-mêmes les gérants de véritables entreprises (plus ou moins grosses suivant les cas : qu'on pense au cas de la

CCAS) ils n'auront plus d'ailleurs qu'à enterrer au côté des représentants des cadres dont la CGT demande la présence (p. 58) la politique de l'entreprise. D'ailleurs les CE pourront tout au plus «suspendre temporairement l'application de certaines décisions importantes» (page 60).

On ne peut manquer de penser ici à des licenciements par exemple. Leur caractère d'instrument de la collaboration de classe, créé par la bourgeoisie en 1945, au lieu d'être diminué, est plutôt renforcé.

De plus, il n'est nulle part question des «délégués du personnel» tels qu'ils sont actuellement, ce qui suppose que la CGT envisage de faire de tous les représentants élus des travailleurs des membres des CE, CHS et autres organismes. Ils consacreront leur temps de délégation en travail de «commission paritaire» et «amélioration du système» et seront ainsi de plus en plus coupés des travailleurs.

C'est la méthode pratiquée actuellement et dans certains secteurs (chambre de commerce, hôpitaux etc.) échappait à la règle générale en matière de délégué du personnel.

Autant dire que les travailleurs auront encore moins droit à la parole !

Dans l'entreprise, le pouvoir de décision sera bien sûr toujours au Conseil d'administration ; les syndicats y ont déjà des représentants actuellement dans le secteur nationalisé. Au niveau global de l'économie du pays, il sera largement et encore plus concentré dans les organismes du plan, conseil économique et social, gouvernement, où seront rentrés en force les grands responsables, permanents de «hauts niveau et de grande expérience» du PC et de la CGT : c'est du moins ce qu'ils «revendiquent» dans leurs documents !

Nettoyeurs du métro

La grève continue dans l'enthousiasme !

Jeudi les grévistes ont démontré une fois de plus leur détermination à poursuivre la grève jusqu'au bout. Les représentants du syndicat RATP et l'UD CFDT ont mis une bonne heure pour annoncer toutes les «propositions» faites par les patrons lors de négociations de la veille.

Celles-ci se sont déroulées, il faut le signaler, en présence d'un représentant de l'UD CGT alors que cette dernière est absente de la grève qu'elle a cherché vainement à saborder au début.

Miette par miette, catégorie par catégorie, tout y est passé, jusqu'à l'augmentation de la prime de panier de 5,50 F par mois qui a fait dire aux grévistes... «à peine de quoi se payer un sandwich». Pendant qu'ils alignaient des chiffres, bien des commentaires et des réflexions ont fusé ; ainsi, à propos d'une augmentation de coefficient de 2 % à partir du 1er janvier prochain : «Il faut qu'on attende encore 6 mois ; on pourra crever d'ici là et qui sait si les patrons n'auront pas arrêté leurs contrats».

Mises bout à bout, ces miettes faisaient passer le salaire brut pour 177,67 h de 1706,75 F à 1782,03 F dans la catégorie C2, et de

1722,7 F à 1806,90 F dans la catégorie C3 soit des augmentations respectives

de 76,28 et de 84,14 F par mois.

Mais d'une part, ces chiffres

étaient gonflés car il s'agissait de salaire brut et souvent de primes non intégrées au salaire. D'autre part, et c'est le principal, ils ne correspondaient nullement aux revendications des grévistes qui exigent notamment 2 300 F pour 173 heures.

Des délégués du Comité de grève sont intervenus pour expliquer : «on ne veut pas de miettes, on exige nos revendications» et «Les patrons veulent nous avoir mais nous savons ce que nous voulons. Quand on commence une grève comme ça, on la continue jusqu'au bout». A ces mots toute la salle s'est levée pour manifester dans les acclamations la volonté unanime de continuer la grève. Le représentant de la CFDT a cependant éprouvé le besoin de demander «pour que les choses soient claires» qu'on vote «sérieusement» en faisant voter ensuite ceux qui étaient contre la poursuite de la grève. «S'il y en a 800 qui sont pour et 50 qui sont contre, a-t-il expliqué, les 50 se plient à la majorité». Mais la suite l'a montré : TOUS les grévistes étaient POUR, personne n'était contre. Une nouvelle fois, l'enthousiasme a été grand. Toute division avait échoué.

SOUTIEN AUX NETTOYEURS DU METRO

Nous appelons nos camarades et lecteurs à impulser largement dans leurs sections syndicales et parmi leurs camarades de travail, le soutien à cette grève exemplaire.

C'est d'autant plus important en ce moment où le pouvoir s'efforce sous prétexte d'aide au retour d'accroître la répression envers les travailleurs immigrés et de susciter le racisme pour diviser la classe ouvrière.

Nous rappelons les formes de soutien demandées par les grévistes : messages, collectes (100 F viennent d'être distribués à chaque gréviste), popularisation (il est possible de demander la participation de grévistes à des réunions de soutien), et aussi participation aux piquets de grève le soir (principalement les stations des gares, des correspondances, et des portes de Paris). Si les grévistes comptent, là

aussi, sur leurs propres forces, ils accordent une importance particulière à l'aide qui pourrait leur être apportée dans cette dernière forme de soutien.

Si la popularisation dans les entreprises est principale plusieurs comités de soutien se sont déjà créés pour populariser aussi la lutte sur les quartiers : 14e (quartier Vercingétorix) 18e (regroupement de solidarité) à Toulouse, etc.

La plate-forme du Comité 18e qui compte populariser la lutte aux métros Barbès, Chateau rouge, et au marché Chapelle, précise clairement les bases d'adhésion individuelle : soutenir la grève sur la base des revendications énoncées par le comité de grève, la populariser, faire des collectes, etc.

Signalons enfin que dès samedi des autocollants : «Soutien aux nettoyeurs du métro» seront à la disposition de nos lecteurs.